

What Do Kazakhstan, China, Iran and Canada Have in Common?

These are climate-oblivious countries. They have large oil reserves and show little or no interest in taking actions to curb global warming. In 2012, the Climate Action Network Europe ranked these countries, in addition to Saudi Arabia, Poland and Turkey, at the bottom of the annual Climate Change Performance Index (CCPI), which measures policies and actions directed at global warming. Canada ranked 54th of 61 countries on this year's Index. These countries foolishly disregard scientific evidence, discount the dire warnings of climate researchers and ignore alarm signals such as Hurricane Sandy and Typhoon Bopha, which recently hit the eastern shore of the United States and the Philippines, respectively.

I am writing these lines as the Doha 2012 UN Climate Change Conference has just wrapped up with a meager agreement to extend a second period of engagement to the Kyoto Protocol, the only binding international treaty on climate change. Extending the Kyoto Treaty should be good news, but only a handful of high-income countries now adhere to this agreement which is extended to 2020. These countries – Australia, the European Union, Norway and a few others – account for about 15% of world emissions of greenhouse gases. The major polluters – China, the United States, Russia, Japan and Canada – refuse to sign on. Canada, further, had the dubious distinction of being the only country to withdraw from the original Kyoto Accord. The US never ratified it, but has over the past several years invested substantially in research and development for renewable energy sources and jobs.

Not surprisingly, Canada is likely to miss its limited greenhouse gas reduction goals for the period 2005-2020 according to the National Round Table on the Environment and the Economy. The NRTEE, created in 1988 to advise the government on environmental issues, estimates that the emission target will likely be surpassed by 30% within the next few years. Canada is right behind the US and Australia as the world's worst per-capita greenhouse gas emitter. Furthermore, most progress achieved to date on tackling climate change in Canada results from provincial rather than national efforts, with the exception of Alberta which has increased its emissions by over 40% since 1990. Ironically, the NRTEE will lose its funding in 2013 as part of the Federal government's decision to cut over 200 million dollars from the budget of Environment Canada, cuts which will decrease by almost half the number of scientists dedicated to the study of climate change, water resources and air pollution.

Think globally and act locally should now more than ever guide our public health actions. We need to maintain concern for the environment and specifically for global warming at the forefront of policy and political debates about economic growth and development. We must enhance the public's awareness of the health, social and economic effects of global warming, and maintain vigorous local and provincial actions in order to counter our country's inane national "laissez-faire" attitude.

*Gilles Paradis
Scientific Editor*

Qu'est-ce que le Kazakhstan, la Chine, l'Iran et le Canada ont en commun?

Ce sont des pays insouciant par rapport au climat. Ils ont de vastes réserves pétrolières et se montrent peu ou pas intéressés à agir pour juguler le réchauffement planétaire. En 2012, Climate Action Network Europe a classé ces pays, ainsi que l'Arabie saoudite, la Pologne et la Turquie, au bas de l'indice CCPI (*Climate Change Performance Index*), qui mesure les politiques et les actions de lutte contre le réchauffement de la planète. Le Canada se classe 54^e sur 61 pays dans l'indice de cette année. Ce sont des pays qui ont la bêtise de faire fi des preuves scientifiques, des avertissements des climatologues et des signaux d'alarme comme l'ouragan Sandy et le typhon Bopha qui ont respectivement frappé la côte Est des États-Unis et les Philippines dernièrement.

Au moment où j'écris ces lignes, la Conférence 2012 des Nations Unies sur les changements climatiques vient de se terminer à Doha sur un maigre accord visant à lancer la seconde période d'engagement du protocole de Kyoto, seul traité international ayant force obligatoire en matière de changements climatiques. Le prolongement du Protocole devrait être une bonne nouvelle, mais seule une poignée de pays à revenu élevé adhère aujourd'hui à cet accord prolongé jusqu'en 2020. Ces pays – l'Australie, l'Union européenne, la Norvège et quelques autres – sont responsables d'environ 15 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les grands pollueurs – la Chine, les États-Unis, la Russie, le Japon et le Canada – refusent de le signer. Le Canada, en plus, a le triste honneur d'être le seul à s'être retiré du protocole de Kyoto original. Les États-Unis ne l'ont jamais ratifié, mais ils investissent des sommes considérables, depuis plusieurs années, dans la recherche-développement sur les sources d'énergie renouvelables et les emplois durables.

Comme il fallait s'y attendre, le Canada passera probablement à côté de ses objectifs limités de réduction des gaz à effet de serre pour la période 2005-2020 selon la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie. Créée en 1988 pour conseiller le gouvernement sur les questions environnementales, la TRNEE estime que le seuil d'émissions sera sans doute dépassé de 30 % d'ici quelques années. Le Canada vient juste après les États-Unis et l'Australie sur la liste des plus grands émetteurs mondiaux de GES par habitant. Par ailleurs, la plupart des progrès réalisés jusqu'à maintenant dans la lutte contre les changements climatiques au Canada résultent des efforts non pas du fédéral, mais des provinces – à l'exception de l'Alberta, qui a accru ses émissions de plus de 40 % depuis 1990. Curieusement, la TRNEE perdra son financement en 2013, victime de la décision du gouvernement fédéral d'amputer de plus de 200 millions de dollars le budget d'Environnement Canada, compressions qui réduiront de près de la moitié le nombre de scientifiques qui se consacrent à l'étude des changements climatiques, des ressources en eau et de la pollution atmosphérique.

Il faut plus que jamais une pensée mondiale et une action locale pour guider nos interventions de santé publique. Nous devons agir pour que les préoccupations à l'égard de l'environnement, et surtout du réchauffement planétaire, demeurent à l'avant-scène des débats politiques et stratégiques sur la croissance et le développement économiques. Nous devons sensibiliser le public aux répercussions sanitaires, sociales et économiques du réchauffement de la planète et soutenir des actions vigoureuses, à l'échelle locale et provinciale, pour contrer le laissez-faire insensé qui est l'attitude de notre pays à l'échelle fédérale.

*Le rédacteur scientifique,
Gilles Paradis*